



Communiqué de presse conjoint

(Kinshasa, le 2 septembre 2026) Les organisations de la société civile congolaise Center for Clean and Green Governance (**CCGG asbl**), African Women for Natural Resources (**AWNR asbl**) et Action des Chrétiens Activistes des Droits de l'Homme à Shabunda (**ACADHOSHA asbl**) prennent acte de l'initiative de Son Excellence Monsieur le Président de la République Démocratique du Congo (RDC) annoncée dans son allocution du 27 août 2026 relative à l'ouverture du dialogue national pour la paix, la cohésion et la refondation de l'État.

CCGG asbl, AWRN asbl et ACADHOAHA asbl partagent pleinement le diagnostic dressé par le Chef de l'État concernant les maux profonds qui minent la stabilité, l'unité et la cohésion nationales en RDC. Les causes structurelles de nos crises récurrentes sont connues et documentées. Elles sont clairement présentées dans le préambule de la Constitution du 18 février 2006 de la RDC massivement approuvée par le peuple congolais lors du référendum organisé du 18 au 19 décembre 2005.

Les organisations signataires du présent Communiqué de presse ont toujours cru qu'une paix issue du dialogue véritablement inclusif et accompagnée par la justice a la chance d'être durable qu'une paix obtenue par les Kalachnikov. Elles rentent ainsi convaincues que la réussite d'un tel dialogue ne résidera pas dans l'effectif de consultations organisées, mais principalement de son caractère véritablement inclusif. La participation des groupes spécifiques tels que les femmes, les personnes vivant avec un handicap, les jeunes, les victimes des violences sexuelles et communautaires, les peuples autochtones pygmées, les déplacés internes et les réfugiés congolais, sera aussi le gage d'inclusion et de légitimité de cette initiative nationale.

Une approche méthodologique susceptible d'engendrer des charges budgétaires excessives pour l'État

Tout en restant favorable au dialogue, les organisations signataires expriment cependant leurs inquiétudes quant à l'approche méthodologique préconisée, qui conditionne le début du processus par la tenue de rencontres en cascade au niveau local et provincial avant de culminer à Kinshasa. L'allocation de ressources colossales à cette machinerie institutionnelle préliminaire risque de mener à une réaffectation préjudiciable des deniers publics. Cet usage des fonds publics se fera au détriment direct de la gestion des urgences sanitaires vitales, telles que l'actuelle flambée de l'épidémie d'Ebola ou encore de l'adaptation d'infrastructures pour garantir l'accès à l'éducation pour les milliers d'élèves et écoliers dans les zones touchées. Le discours du Chef de l'Etat a eu le mérite d'énumérer les forces et faiblesses de précédents dialogues connus en RDC depuis son indépendance

jusqu'à ce jour. Les organisations signataires pensent que la principale faiblesse desdits dialogues a toujours été l'absence des mécanismes contraignants de mise en œuvre des résolutions prises mais aussi la complaisance et le déséquilibre dans le traitement des crimes et infractions du passé (rébellion, pillage et prédation des ressources naturelles, violences sexuelles, enrôlement d'enfants, corruption et détournement des deniers publics, tribalisme...). Et c'est ici où l'innovation du dialogue annoncé par le Président de la République devrait se situer.

Construire un consensus national autour de la sécurité, de l'autorité de l'État, d'une gouvernance juste et redistributive, et d'une relance économique centrée sur le développement communautaire.

Face à la persistance de principaux maux qui rongent la RDC, leur fin durable exige une discussion profonde et courageuse lors du dialogue national convoqué par le Président de la République autour des questions essentielles telles que :

- 1. Construire un appareil sécuritaire pleinement national, professionnel et loyal à la Constitution :** Il s'agit de définir les réformes institutionnelles, juridiques et opérationnelles permettant de neutraliser les influences politiques, les infiltrations étrangères et les réseaux économiques parallèles, afin de garantir une armée et une police disciplinées, souveraines et capables de protéger durablement le territoire. L'objectif serait aussi de prévenir toute instrumentalisation politique ou communautaire des forces armées en instituant des mécanismes de supervision parlementaire, judiciaire et communautaire, assurant que la sécurité nationale reste au service de l'intérêt général.
- 2. Dépolitiser et professionnaliser le P-DDRCS pour garantir un désarmement, une démobilisation et une réintégration réellement irréversibles :** Le dialogue devra clarifier les critères, les sanctions, les mécanismes de suivi et les programmes socio-économiques permettant d'éviter la reconstitution des groupes armés et d'assurer une réinsertion durable des ex-combattants dans la vie civile et un relèvement communautaire et une stabilisation effective des zones affectées par des décennies de conflits armés.
- 3. Identifier les réformes institutionnelles nécessaires pour garantir l'indépendance de la justice et l'efficacité des services publics :** La justice et les services publics sont les piliers de la confiance citoyenne. En ciblant les réformes prioritaires, le dialogue peut déboucher sur des engagements concrets pour améliorer l'équité et la performance de l'État. Il s'agirait aussi de définir un mécanisme national d'enquêtes indépendantes sur les abus sécuritaires et politiques, tout en renforçant la participation des jeunes, des femmes et des communautés locales dans la consolidation de la paix, afin de prévenir les conflits futurs et restaurer la confiance dans l'État.
- 4. Établir un modèle de gouvernance fondé sur la transparence, la redevabilité et la redistribution équitable des ressources nationales :** La gouvernance (le modèle de gouvernance) est au cœur des frustrations sociales. Pour structurer un modèle

partagé, les participants devront examiner les réformes permettant de lutter contre la corruption et la capture (la prise en otage) d'Etat par l'élite, de moderniser les services publics, d'assurer l'indépendance effective de la justice et de garantir que les richesses nationales profitent réellement aux citoyens.

- 5. Définir les priorités économiques nationales en privilégiant les chaînes de valeur locales et le développement communautaire :** Le dialogue inscrirait aussi à son agenda, la question de la relance économique centrée sur les communautés. Cela permettrait d'évaluer le taux d'absorption du chômage par la création des emplois. La stabilisation sécuritaire des territoires et la réduction de la dépendance aux importations augmenterait le PIB national. Cette question aide à orienter les investissements nationaux et étrangers vers des secteurs à fort impact social.

Contacts de presse

Mr Blaise BULAMBO BUBALA, Directeur de Programme - ACADHOSHA

Courriel : acadhosha@yahoo.fr

Téléphone : +243975037727

Mme Johanna KAMALA, Directrice Exécutive - AWRN asbl

Courriel : jkamala@awnr.org

Téléphone : +243810825409

Mme Jessica SIVIASERYA, Directrice Exécutive - CCGG asbl

Courriel : clean.green.governance@gmail.com

Téléphone : +243999178440